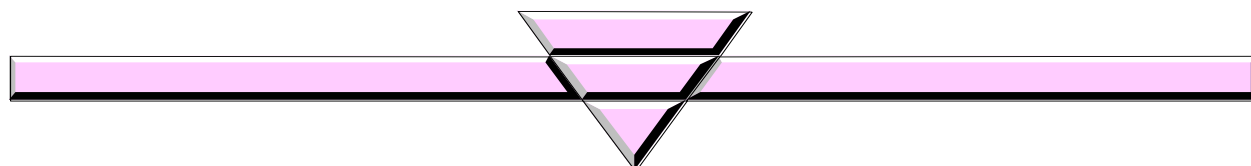


MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX
Ministère de la Justice
Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris
Département des Affaires Immobilières
3, avenue de la Division Leclerc
B.P. 103
94267 FRESNES CEDEX
Tél: 01 46 15 93 17



**RENOVATION DES ACCÈS AUX PERSONNES A MOBILITÉ
REDUITE**

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de PARIS

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</u>	<u>4</u>
1.1 - OBJET DU MARCHE - EMBLEMENTS	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.4 - CONTROLE TECHNIQUE	4
1.5 – COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	4
1.6 – COORDINATEUR SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	4
1.7 – ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION DES TRAVAUX	5
1.8 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
<u>ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES</u>	<u>5</u>
2.1- PIECES PARTICULIERES	5
2.2- PIECES GENERALES	6
<u>ARTICLE 3 : PRIX</u>	<u>6</u>
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	6
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	6
<u>ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</u>	<u>6</u>
4.1- GARANTIE FINANCIERE	6
4.2- AVANCE	7
4.3 ACOMPTE	7
<u>ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	<u>7</u>
5.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
5.2 - PAIEMENT DES COTRITAIENTS ET DES SOUS-TRITAIENTS	8
<u>ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</u>	<u>9</u>
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	9
6.2 - PENALITES POUR RETARD	9
6.3- AUTRES PENALITES	9
<u>ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE</u>	<u>9</u>
7.1 – PRESENTATION DU SOUS-TRITAIENT	9
7.2 - EXAMEN PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DU DOSSIER DE PRESENTATION DU SOUS-TRITAIENT	10
<u>ARTICLE 8 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</u>	<u>10</u>
8.1 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
<u>ARTICLE 9 : ETUDES D'EXECUTION</u>	<u>10</u>
<u>ARTICLE 10 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</u>	<u>11</u>

<u>ARTICLE 11 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER</u>	11
11.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	11
11.2 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	11
<u>ARTICLE 12 : RECEPTION DES TRAVAUX</u>	11
12.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	11
<u>ARTICLE 13 : GARANTIES ET ASSURANCES</u>	11
13.1 - DELAIS DE GARANTIE	11
13.2 - ASSURANCES	11
<u>ARTICLE 14 : RESILIATION DU MARCHE</u>	11
<u>ARTICLE 15 : DROIT ET LANGUE</u>	12
<u>ARTICLE 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</u>	12

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché - Emplacements

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux de rénovation des accès aux personnes à mobilités réduite dans les établissements pénitentiaire de Fleury-Mérogis et l'EPSNF.

Le projet comprend :

- ✓ La réhabilitation de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis et de l'EPSNF
- ✓ Les aménagements extérieurs

L'opération devra respecter la réglementation thermique en vigueur la plus contraignante, à savoir la RT 2012.

Lieu(x) d'exécution :
Maison d'arrêt de Fleury Mérogis
5 avenue des peupliers
91700 FLEURY MEROGIS

EPSNF
Allée des thuyas
94261 FRESNES CEDEX

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Le présent marché est un marché alloti décomposé en trois lots :

LOT 1	TRAVAUX DE RÉNOVATION DES ACCES À L'EPSNF
LOT 2	AGENCEMENT ET CIRCULATION INTERIEURES ET EXTERIEURES À LA MAISON D'ARRÊT DE FLEURY-MÉROGIS
LOT 3	ASCENSEUR À LA MAISON D'ARRÊT DE FLEURY-MÉROGIS

Chaque lot fera l'objet d'un marché spécifique.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots, cependant un même titulaire ne pourra se voir attribuer plus de 2 lots sauf s'il est le seul candidat. Dans le cas où, au regard du classement final, un même candidat serait attributaire de plus de 2 lots, l'attribution des lots se fera dans l'ordre décroissant de leur importance.

Dans le cas d'une réponse à plusieurs lots, le candidat remettra une offre avec l'acte d'engagement concerné pour chaque lot.

1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le cabinet **MH ARCHITECTES**, représenté par Monsieur Mohand AIT ADI.

La mission du maître d'œuvre comprend les éléments suivants : **APD-PRO-ACT-VISA-DET-AOR**

1.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

1.5 – Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Il n'y a pas de coordinateur SPS désigné pour cette opération.

1.6 – Coordinateur système de sécurité incendie

Il n'y a pas de coordinateur SSI désigné pour cette opération.

1.7 – Ordonnancement, pilotage, coordination des travaux

Il n'y a pas d'OPC désigné pour cette opération.

1.8 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 2 : Pièces contractuelles

2.1- Pièces particulières

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

PIECES ADMINISTRATIVES

- L'acte d'engagement (A.E.) relatif au lot pour lequel le candidat présente une offre
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le document « contraintes d'accès aux établissements pénitentiaires »
- Le mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre

PIECES TECHNIQUES

- La décomposition du prix global et forfaitaire relative au lot pour lequel le candidat présente une offre
- Les cahiers des clauses techniques particulières de chaque lot (C.C.T.P.)
- Le dossier de plans

2.2- Pièces générales

Le marché est également soumis aux pièces générales suivantes :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux issus de l'arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Les normes et règlements mentionnés dans le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux issus de l'arrêté du 30 mai 2012.

Article 3 : Prix

3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

3.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Conformément à l'article R.2112-11 du Code de la commande publique, le prix proposé par le candidat sera actualisé, si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Les prix sont fermes actualisables par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation,
- I₀ : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- d : mois de début d'exécution des prestations,
- I(d-3) : valeur de l'index de référence au mois « d » diminué de 3 mois (sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3).

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **BT01 Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010**.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie, cependant, les sommes déjà prélevées ne seront pas remboursées par anticipation.

4.2- Avance

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-5 une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 30,00 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

4.3 Acomptes

Le versement d'acompte s'effectuera conformément aux articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées. Le Titulaire du marché enverra mensuellement ses états d'acompte au maître d'œuvre qui sera chargé de les valider, ou le cas échéant de les modifier, et de les transmettre au pouvoir adjudicateur pour règlement, dans des délais permettant de respecter les délais globaux de paiement de 30 jours.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les modalités de règlement des comptes du marché seront les suivantes :

A) Décomptes et acomptes périodiques :

Le titulaire du marché transmettra mensuellement les factures au Maître d'œuvre, représenté par :

M. Mohand AIT HADI
27 route des fusillés de la résistance
92150 Suresnes contact@aithadi-mohand.archi

Le titulaire du marché transmettra simultanément au pouvoir adjudicateur une copie des éléments envoyés au maître d'œuvre. Cet envoi se fera à l'adresse mail suivante, liste.disp-paris.dai-marche-public@justice.fr et portera comme objet **TF053234 / RENOVATION DES ACCES AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE - LOT N°XXX**

Les demandes de paiement seront en parallèle déposées sur le portail CHORUS PROD portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date.
- les références du marché

Ainsi que, selon le cas :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;

- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur : DISP PARIS – Département des Affaires Immobilières - 3 avenue de la division Leclerc – BP 103 – 94267 Fresnes cedex
- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ; (Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché);
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 6 du présent C.C.A.P.
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

B) Décompte final :

A l'achèvement des prestations et après le projet de situation afférent au dernier mois de leur exécution ou à la place de ce projet, le titulaire complète le projet de décompte général indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées et donc le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre. Ce projet est établi dans les mêmes conditions que les projets de situation périodiques, sauf qu'il n'y figure pas de quantités estimées, d'approvisionnements, d'avances, ni de valeurs provisoires. Il est à préciser que le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte général, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part. Ce projet est ensuite transmis au maître d'œuvre qui procède aux vérifications d'usage avant d'éditer le décompte général et définitif.

5.2 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance doit préciser tous les éléments de l'article R.2193-1 du Code de la commande publique et indiquer en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs au nantissement et cession de créance ;
- Le compte à créditer.

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

Dans le cadre de prestations sous-traitées, dont le montant excède 600€ HT, le sous-traitant a droit au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le titulaire adresse alors au pouvoir adjudicateur sa facture accompagnée d'une attestation de paiement direct pour les prestations effectuées par le sous-traitant. Celle-ci doit être hors taxe et porter la mention « Auto liquidation » pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier et être libellée à l'attention de la DISP de PARIS. Le titulaire joint également la facture du sous-traitant.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux, il ne sera procédé à aucune exonération des pénalités, et ce, quel qu'en soit le montant.

6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'article 4 de l'acte d'engagement. Ce délai est un délai **maximal incluant la période de préparation de chantier**.

6.2 - Pénalités pour retard

Les pénalités suivantes seront susceptibles d'être appliquées au titulaire

<i>Objet de la pénalité</i>	<i>Montant (en Euros)</i>
Retard dans l'exécution des prestations à tous les stades de l'opération (période de préparation, en cours d'exécution, délai global)	250,00 €/jour calendaire
Retard dans la remise des documents techniques et administratifs (EXE, DOE, DC4...)	150,00 €/ jour calendaire
Retard dans la levée des réserves	150,00 €/ jour calendaire
Retard dans le repli des installations de chantier et la libération du site	150,00 €/ jour calendaire

6.3- Autres pénalités

Les pénalités suivantes seront susceptibles d'être appliquées au titulaire

<i>Objet de la pénalité</i>	<i>Montant (en Euros)</i>
Non-respect des contraintes pénitenciaires	250,00 €/infraction observée par personnel de l'AP sur simple constat
Absence aux réunions de chantier	100,00 €/absence
Défaut de nettoyage de chantier	200,00 €/infraction observée par personnel de l'AP sur simple constat

Article 7 : Sous-traitance

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants.

Le titulaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre en tant que candidat, soit en cours d'exécution du marché.

7.1 – Présentation du sous-traitant

Le titulaire présente son sous-traitant, au pouvoir adjudicateur, à l'aide un acte spécial de sous-traitance (possibilité d'utiliser le formulaire DC4 disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr>) dûment complété qui constituera une annexe à l'acte d'engagement.

Le titulaire devra impérativement présenter la demande d'agrément au minimum 15 jours avant la date de début d'exécution des prestations par le sous-traitant.

Le titulaire remettra également, en annexe à l'acte spécial, les documents suivants :

- Attestations fiscales et sociales
- Kbis daté de moins de trois mois
- RIB
- Attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2, et R. 3243-1 du Code du travail.
- Attestation d'assurance

Dans le cadre de ce marché, le sous-traitant devra pouvoir justifier des niveaux minimaux de capacité uniquement pour les lots concernés imposés au titulaire et mentionnés à l'article 5.1.1 du règlement de consultation. Il devra également fournir un mémoire technique reprenant les éléments mentionnés à l'article 5.2 du règlement de consultation.

7.2 - Examen par le pouvoir adjudicateur du dossier de présentation du sous-traitant

7.2.1- Acceptation des sous-traitants :

Le DAI accepte ou refuse les sous-traitants en fonction des critères suivants :

- La part des prestations sous-traitées, le titulaire doit réaliser une partie significative du marché ;
- La régularité de la situation fiscale et sociale du sous-traitant (appréciée au moyen des certificats de la déclaration du candidat) ;
- Les garanties professionnelles du sous-traitant (mentionnées dans la déclaration du candidat) ;
- Dans le cas où le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, les doutes devront être levés selon les modalités prévues à l'article 60 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

7.2.2- Agrément des conditions de paiement :

Le montant du contrat sous-traité est fixé librement entre le titulaire et le sous-traitant, cependant, le DAI se réserve le droit de refuser l'agrément des conditions de paiement en cas d'écart manifestement injustifié entre la rémunération du sous-traitant et celle du titulaire du marché.

Les sous-traitants acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées ont droit au paiement direct si le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600 Euros TTC.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément à l'article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et selon les modalités décrites à l'article 5.2 du présent document.

Article 8 : Préparation et Coordination des travaux

8.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des prestations.

Article 9 : Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et remis gratuitement au maître d'œuvre.

Article 10 : Installation et organisation du chantier

Les installations de chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot concerné. Le plan d'installation de chantier devra être soumis à l'OPC pour approbation.

Article 11 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.1 - Gestion des déchets de chantier

Dans le cadre de ce marché, une procédure spécifique est à mettre en place par le titulaire pour la gestion des déchets.

11.2 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre le dossier des ouvrages exécutés définitif 15 jours avant la réception des travaux. Il sera remis en trois exemplaires papier + un exemplaire sur support informatique.

Article 12 : Réception des travaux

12.1 - Dispositions applicables à la réception

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

Article 13 : Garanties et assurances

13.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

13.2 - Assurances

Le titulaire du marché devra fournir avant la notification du marché un contrat d'assurance, responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Article 14 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

L'inexactitude des renseignements prévus à l'article 45.2° et 45.3° b) et c) et à l'article 46-I de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 peut entraîner, par décision du Pouvoir Adjudicateur du marché aux frais et risques du déclarant, la résiliation du marché.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre contrat, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Les mesures coercitives prévues à l'article 48 du CCAG travaux s'appliquent. Cependant, par dérogation au 48.1, le délai de mise en demeure sera de 7 jours.

Article 15 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de MELUN est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 16 : Dérogations aux documents généraux

Les articles désignés ci-après dérogent aux prescriptions du C.C.A.G travaux :

- L'article 2.1 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux
- L'article 5.1 déroge aux articles 13.1, 13.2 et 13.3 du C.C.A.G Travaux
- L'article 6 déroge à l'article 20.4 du C.C.A.G Travaux
- L'article 6.2 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux
- L'article 6.3 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux
- L'article 8 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux
- L'article 11.2 déroge à l'article 40 du C.C.A.G Travaux
- L'article 14 déroge à l'article 48.1 du C.C.A.G Travaux